

Contribution de la France Insoumise : Retraitement et recyclage des combustibles : un leurre mensonger et dangereux.

La France est aujourd'hui l'un des très rares pays nucléarisés à retraiter les combustibles nucléaires usés. Quoique prétendent EDF ou ORANO (ex-AREVA), le retraitement a été développé à des fins purement militaires. Ce n'est qu'après l'échec des surgénérateurs (Superphénix) que fut introduit le MOX, mélange d'Oxyde d'Uranium appauvri et de Plutonium. Et déjà en 1989, EDF considérait que l'utilisation de MOX dans les réacteurs présentait une difficulté technique importante et un aléa économique certain (surcoût de l'ordre de 10%).

Aujourd'hui, sur l'ensemble du parc français, seuls 22 réacteurs de 900 MW sont autorisés à utiliser du MOX. Et si la filière de retraitement développée en France rapporte des devises grâce aux contrats passés avec des pays étrangers (Allemagne par le passé, Japon...) une partie importante des matières issues de tels "retraitement étrangers" demeure sur le sol national (en particulier le Plutonium).

La Hague entrepose aujourd'hui des combustibles usés, car tous ne sont pas retraités, des combustibles MOX non retraités, des produits de fission et actinides mineurs, du plutonium, des résidus chimiques contenant du plutonium, des déchets radioactifs divers (éléments d'assemblages, gaines de combustible, déchets liés au fonctionnement de l'usine).

Le cas du mono-recyclage

Officiellement, le taux de "retraitement-recyclage" est voisin de 96 %. Ce qui est faux : l'inventaire des produits de retraitement le montre :

- 95% d'Uranium de retraitement non utilisé. EDF a tenté le "ré-enrichissement" – combustible URE – entre 1995 et 2012) et prétend reprendre en 2023 (?)
- 1% de Plutonium dont seule une partie sert effectivement au MOX.
- 4% de produits de fission et d'actinides mineurs (destinés à CIGEO) qui sont aujourd'hui considérés comme déchets.

Le réel taux de recyclage est donc plus proche de 4 ou 5 % que de 96 %. Cela pose le problème de la définition même de "matière nucléaire" ou de "déchet nucléaire" : la loi française refuse en effet de considérer comme "déchet" des matières nucléaires sans utilisation, mais qui "pourraient servir"...

D'un point de vue scientifique, il est évident que le retraitement ne diminue en rien la radioactivité globale (l'augmente même par l'utilisation du MOX), mais la redistribue en un grand nombre de types de déchets. Il semble évident aujourd'hui que la stratégie actuelle de "retraitement et monorecyclage" (néologisme récent inventé par l'industrie nucléaire, le combustible irradié n'étant "recyclé" qu'une seule fois) a montré ses limites et son inutilité.

Pour la France Insoumise, il convient de mettre à l'étude immédiatement une nouvelle stratégie de gestion des matières nucléaires :

- Arrêt immédiat de la politique de retraitement et donc de la production de MOX
- Entreposage à sec des combustibles irradiés après séjour de refroidissement en piscine (ce qui permet en outre une éventuelle reprise en cas de futurs nouveaux développements technologiques)

La plupart des pays nucléarisés (USA, Allemagne...) ont déjà adopté cette stratégie, et ORANO, champion du recyclage en France, se vante de gérer de tels centres d'entreposage à sec aux USA ...

De façon tout à fait explicite, il est clair qu'un tel changement de stratégie s'accompagne de la mise à l'arrêt définitif du projet CIGEO de Bure.

Le cas du multi-recyclage.

Le but officiel du Multi-Recyclage est de "brûler" le Plutonium et une partie des actinides mineurs produits par les réacteurs actuels (REP et futur EPR, en supposant qu'il fonctionne...) dans de nouveaux types de réacteurs (RNR : Réacteurs à Neutrons Rapides).

Le Multi-Recyclage est un projet qui repose sur plusieurs développements incertains :

- La mise au point de RNR capables d'incinérer le Plutonium : La France développait jusqu'à 2019 un prototype : ASTRID. Projet enterré, et une dépense de près d'un milliard d'euros.
- La faisabilité du retraitement du combustible MOX, 8 fois plus réactif que le combustible standard. Aucune estimation de délai.
- La faisabilité du retraitement du combustible extrait après chaque passage dans un RNR (MOX2, MOX3...).
- La mise en place d'une nouvelle filière extrêmement complexe et donc risquée.
- Le financement de cet effort, qui ne serait supporté que par la France, alors que les autres pays refusent toute idée de retraitement et de recyclage.

La proposition de multi-recyclage n'est qu'une fuite en avant hasardeuse qui cache mal la seule ambition qui reste à l'industrie nucléaire : perdurer quoi qu'il en soit, quelque soient les conséquences, sociales, sociétales, environnementales ou économiques.